

ENQUÊTE AUPRÈS DES STRUCTURES
ARTISTIQUES ET CULTURELLES

ACCOMPAGNER PAR LA CULTURE LES JEUNES ADULTES
ET LEURS INITIATIVES EN TERRITOIRES RURAUX



PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROJET AJITeR

Le projet AJITeR/Faciliter l'Accueil des Jeunes Adultes et de leurs Initiatives dans les Territoires Ruraux* est porté par cinq partenaires, pendant trois ans (2018-2021), dans le cadre du dispositif « Mobilisation collective pour le développement rural » (MCDR) lancé par le Réseau rural national (RRN).

L'appel vise à soutenir les projets partenariaux en faveur de la ruralité, qui entrent dans le cadre des objectifs de la politique du développement rural européenne. Les projets sélectionnés sont cofinancés par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA).

Ce projet est porté en partenariat avec l'Association pour le développement en réseau des territoires et des services alpins (ADRETS), la Commission internationale pour la protection des Alpes (CIPRA FRANCE), le Centre de recherche d'étude de formation à l'animation et au développement (Crefad Auvergne), le Réseau des cafés culturels associatifs (RECCA) et l'Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles (UFISC).



Autour d'un enjeu central, celui d'une meilleure prise en compte des jeunes adultes dans les territoires ruraux, trois axes de travail principaux sont développés : penser l'emploi et la formation en termes de parcours, maintenir l'attractivité des territoires en développant l'accès aux services et favoriser le sentiment d'inclusion par la participation citoyenne. Ces axes sont adossés à **trois thématiques transversales** : l'accès à la formation et à l'information, l'égalité femmes-hommes et le lien urbain-rural. « AJITeR par la Culture ! », volet culturel du projet AJITeR a été impulsé et est coordonné par l'UFISC.

L'UFISC réunit seize organisations du champ des arts et de la culture se réclamant de l'économie sociale et solidaire. Fédération professionnelle, elle regroupe ainsi, par subsidiarité, près de 2 500 entreprises artistiques et culturelles sur l'ensemble du territoire, dans différentes activités (création artistique, diffusion et exposition, production d'événements, accompagnement de pratiques culturelles, formation professionnelle, enseignement, médias, numérique...). Elles sont réunies au sein de l'UFISC autour du Manifeste pour une autre économie de l'art et de la culture, qui défend les principes de diversité culturelle et de droits culturels, de coopération et d'économie solidaire, et de coconstruction citoyenne de l'intérêt général.

* www.ajiter.fr/?En-bref

INTRODUCTION

CONTEXTE ET OBJECTIFS GÉNÉRAUX DE L'ENQUÊTE

« AJITeR par la culture ! », volet culture du projet AJITeR/Faciliter l'Accueil des Jeunes Adultes et de leurs Initiatives dans les Territoires Ruraux¹ porté par l'Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles (UFISC), a pour objectif d'approfondir les liens entre culture, jeunesse et territoire en s'intéressant aux initiatives et pratiques artistiques et culturelles en milieu rural, à travers plusieurs axes de réflexion :

- sensibiliser et mobiliser les acteur·rice·s culturel·le·s en milieu rural sur l'enjeu de la participation des jeunes adultes à la transition des territoires ;
- identifier une diversité de pratiques qui permettent de nouvelles formes d'accueil et de participation des jeunes adultes autour de l'emploi, des services et de la citoyenneté ;
- éclairer certaines pratiques en soulignant deux axes de mise en capacité des personnes et des groupes : la coopération solidaire et la reconnaissance des ressources culturelles sur le territoire ;
- accompagner par le renforcement des systèmes d'acteur·rice·s tant au moyen de l'ingénierie territoriale que de nouveaux dispositifs de politique publique.

Le projet se décline en trois phases, sur trois ans. Les actions sont mises en place en lien avec un comité de pilotage² et font l'objet d'échanges continus avec le groupement de partenaires pilotes.

La première phase a permis d'une part de sensibiliser et mobiliser les acteur·rice·s culturel·le·s en milieu rural sur l'enjeu de la participation des jeunes adultes à la transition des territoires, et d'autre part d'identifier une diversité de pratiques innovantes qui permettent de nouvelles formes d'accueil et de participation des jeunes adultes autour de l'emploi, des services et de la citoyenneté. Elle a ainsi permis de dégager les premiers repères de situation et d'engager des réflexions au sujet de la caractérisation par les acteur·rice·s culturel·le·s des leviers d'accompagnements des parcours de jeunes adultes, qui ont notamment conduit à la rédaction d'un livret de connaissances et d'analyses³. Quatre types de parcours ont été définis :

- les parcours artistiques et culturels (parcours de spectateur·rice·s, de pratiques en amateur) ;

- les parcours professionnels (formation, consolidation des compétences, accès à l'emploi...);
- les parcours d'entreprendre (accompagnement des jeunes adultes dans le montage de projets et d'initiatives) ;
- les parcours d'engagements (associatifs, bénévoles, démocratiques, citoyens...).

La phase 2 du projet a eu pour objectif de finaliser le processus d'enquête qualitative⁴ au long cours initié en phase 1 et objet de cette présente note de synthèse, afin d'approfondir la connaissance et la caractérisation de ces leviers d'accompagnement. Ce processus d'enquête vise à mieux appréhender la prise en compte de ces enjeux par les structures culturelles afin de préciser les freins rencontrés, les pratiques créatives peu ou pas identifiées, les besoins, les méthodologies adoptées et les leviers mobilisés, ainsi que leurs politiques afférentes. Cette enquête a été complétée par la réalisation d'études de cas⁵ permettant d'illustrer ces enjeux à travers les expériences de terrain d'une quinzaine de structures (dont huit ont fait l'objet d'un portrait détaillé).

Ces différents travaux permettront d'alimenter les réflexions, argumentaires, propositions et préconisations pour les politiques publiques nationales et européennes en direction des jeunes adultes en territoires ruraux qui seront développées en phase 3 du projet.

PÉRIMÈTRE ET PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES DE L'ENQUÊTE

L'enquête s'est appuyée sur un questionnaire en ligne composé de 160 questions⁶ « fermées » (à réponses chiffrées, à choix unique ou à choix multiple, permettant de générer des données quantitatives) et « ouvertes » (champ texte en saisie libre permettant de générer des données qualitatives). La passation du questionnaire s'est déroulée de mai à juillet 2020, avec pour période de réfè-

1 - Voir la présentation générale du projet AJITeR en page deux de cette synthèse.

2 - Ce comité de pilotage réunit les membres de l'UFISC ainsi que les partenaires associés : Opale-CRDLA Culture (www.opale.asso.fr), Les Localos (www.localos.fr), le Mouvement pour l'économie solidaire (MES) (www.le-mes.org).

3 - Voir le livret de connaissances et d'analyses « Initiatives artistiques et culturelles en territoires ruraux et jeunes adultes : quelles dynamiques ? » : www.ajiterculture.org/articles--actus/publication-livret-de-connaissances.

4 - Par facilité de lecture, cette enquête sera dénommée « enquête AJITeR » dans la suite du présent document.

5 - Voir le document « L'accompagnement des parcours des jeunes adultes par les structures artistiques et culturelles des territoires ruraux - Récits d'initiatives & leviers » : www.ajiterculture.org/articles--actus/publication-etude-de-cas.

6 - Accéder à la grille intégrale du questionnaire : www.ajiterculture.org/uploads/8/9/2/7/89274214/enqu%C3%AAt%C3%A9%20grille%20du%20questionnaire.pdf

rence l'année N-1, soit l'année 2019 ou la saison d'activité 2018-2019⁷. Au total, **48 structures ont répondu au questionnaire en ligne**, dont 10 en autonomie et 38 dans le cadre d'entretiens semi-directifs. L'observation portait sur les **structures à dominante artistique et culturelle implantées en territoire rural**⁸. Ont été ciblées les **structures adhérentes des organisations membres de l'UFISC et de ses partenaires**, ainsi que toutes structures répondant aux critères de localisation géographique et d'activité ayant participé aux rencontres d'AJITeR, ou ayant manifesté leur intérêt à participer au projet. Dans le cadre de cette enquête, **il est entendu par « jeune adulte » tout individu ayant entre 18 et 35 ans**. La question du renouvellement des générations impose en effet de s'intéresser aux « jeunes adultes » qui font la société d'aujourd'hui et de demain. Bien que vécue de diverses manières, cette tranche d'âge des 18-35 ans représente une **période marquée par des processus de transition et de construction** (terminer son cursus scolaire, disposer d'un logement autonome, trouver un travail, etc.), parfois synonymes de ruptures (subies ou choisies). Le collectif est bien entendu **conscient que cette « catégorie » n'est pas homogène** et qu'il existe des différences notables entre des individus appartenant à la tranche d'âge 18-25 ans, marquée par une forme d'instabilité (sortie de l'adolescence, fin des études) et ceux appartenant à la tranche d'âge 25-35 ans, caractérisée par des choix d'installation quant au parcours professionnel ou familial. La situation sociale et les inégalités femmes/hommes sont autant de facteurs différenciant affectant ces parcours⁹. Cette différenciation n'a pu être prise en compte d'un point de vue global dans l'enquête car elle aurait été trop complexe à traiter. Cependant, **la dimension qualitative des données récoltées a permis d'appréhender l'hétérogénéité** de la population étudiée à maintes reprises au cours de l'analyse.

Une grande partie du questionnaire de l'enquête AJITeR s'articule avec les questions et données récoltées dans le cadre d'une enquête nationale sur les associations culturelles employeuses¹⁰ menée en 2018 par l'association Opale (Organisation pour Projets ALternatifs d'Entreprises)¹¹ et en cours de finalisation. En effet, dans le cadre de notre partenariat avec Opale, nous avons pu extraire les réponses anonymisées des structures ayant indiqué être situées « en milieu rural ». Cela nous a permis de disposer d'un panel de répondant·e·s (225 sur 787) représentatif qui, comme nous le verrons, permet de corroborer ou de préciser les données issues des 48 répondant·e·s de l'enquête AJITeR.

7 - Le recueil des données, la construction du questionnaire ainsi que le traitement statistique et quantitatif des données ont été réalisés sur la **plateforme d'OPP GIMIC** : www.gimic.org. L'enquête AJITeR s'inscrit ainsi dans **les principes de l'observation participative et partagée** tels que définis par la FÉDELIMA : www.fedelima.org/article59.html.

8 - Sont ici considérées comme implantées « en territoire rural » les structures implantées en « milieu rural » ou en « milieu urbain en environnement rural » selon les définitions proposées en 2019 par la FÉDELIMA dans son rapport « Indicateurs-clés de la FÉDELIMA. Données 2018 par typologies », mars 2018 (p. 6) : www.fedelima.org/IMG/pdf/fedelima_chiffres_cles_typologie_2018.pdf. NDLR : 2 des 48 structures ayant répondu à l'enquête se sont déclarées implantées « en milieu urbain » mais ont été intégrées au panel du fait de la nature de leurs activités, très largement orientées vers le milieu rural.

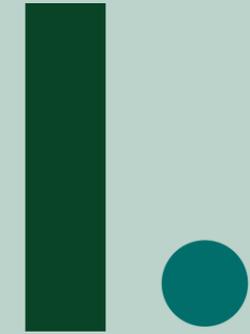
9 - Plus de détails concernant le choix de cette tranche d'âge et les enjeux qui y sont rattachés sont développés au sein de la partie « II.3. Les jeunes adultes (18-35 ans) : une période de construction de parcours divers » du livret de connaissances et d'analyses « Initiatives artistiques et culturelles en territoires ruraux et jeunes adultes : quelles dynamiques ? » : www.ajiterculture.org/articles-actus/publication-livret-de-connaissances

10 - www.enquete.opale.asso.fr/. Par facilité de lecture, cette enquête sera dénommée « enquête Opale » dans la suite du présent document.

11 - www.opale.asso.fr/

En plus de cette note de synthèse, cette enquête a fait l'objet d'un rapport global au contenu rédactionnel plus étoffé et accessible en ligne¹².

12 - Voir le rapport global de l'enquête menée auprès des structures artistiques et culturelles : « Accompagner par la culture les jeunes adultes et leurs initiatives en territoires ruraux » : www.ajiterculture.org/articles-actus/publication-lenquete.



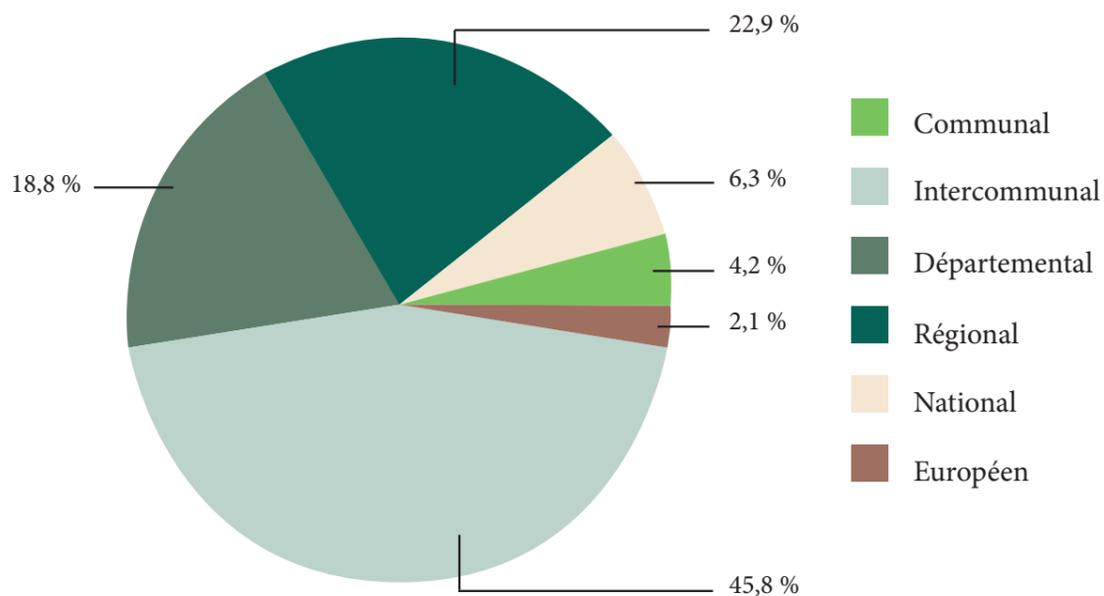
PORTRAIT DES STRUCTURES RÉPONDANTES

DES PROJETS STRUCTURÉS ET ANCRÉS LOCALEMENT

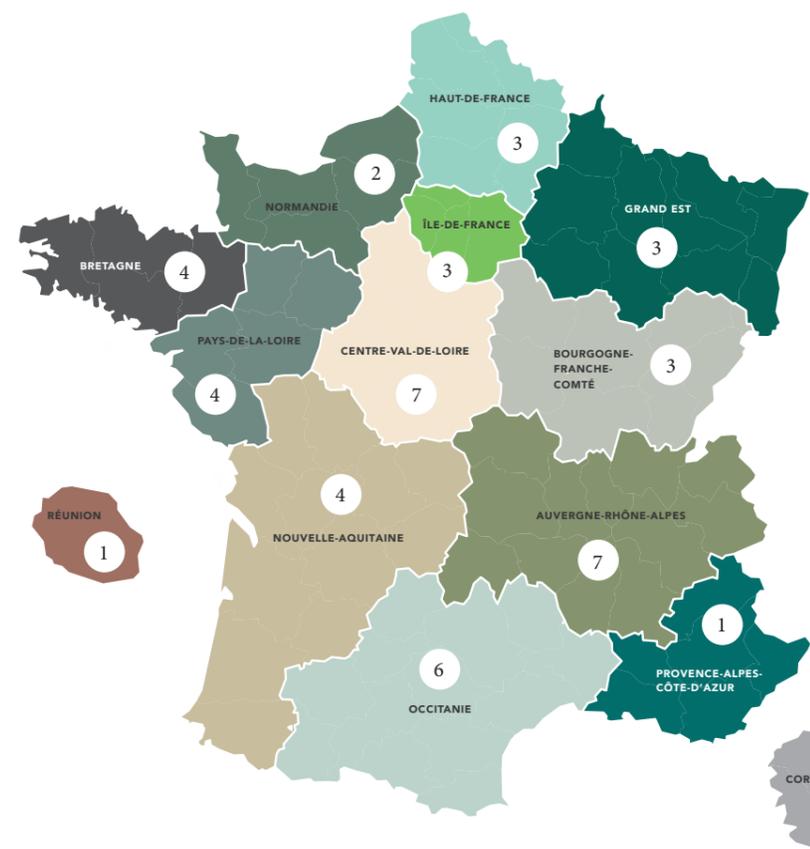
48 structures, toutes associatives (exceptée une régie directe) et implantées dans les différentes régions, ont répondu à l'enquête. Elles sont 77 % à se déclarer implantées en milieu rural et dans 76 % des cas, leurs activités touchent majoritairement ou exclusivement le territoire rural sur une quinzaine de communes en moyenne. 46 % interviennent sur un périmètre intercommunal. Ces différents constats indiquent un ancrage fortement local et une action globale de proximité.

Le panel de l'enquête est constitué de structures dont le projet est particulièrement structuré et stabilisé dans le temps. Elles ont en moyenne 18,5 ans d'existence (40 structures ont plus de 10 ans d'existence), un budget moyen de 330 000 € et un budget médian de 200 000 €.

PÉRIMÈTRES D'INTERVENTION DES STRUCTURES



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES RÉPONDANT·E·S



UNE HYBRIDATION DES FONCTIONS ET DES DOMAINES D'ACTIVITÉ

83 % des structures (40 au total) ont pour domaine principal le spectacle vivant. Parmi elles, 45 % ont pour champ disciplinaire principal la musique et 30 % relèvent du champ du spectacle vivant pluridisciplinaire. Cette prédomi-

nance du spectacle vivant au sein des structures est à relativiser car près de 90 % des structures rattachent leur activité à un ou plusieurs autres domaines (activités socioculturelles, arts plastiques et visuels, audiovisuel, multimédia, livre...).

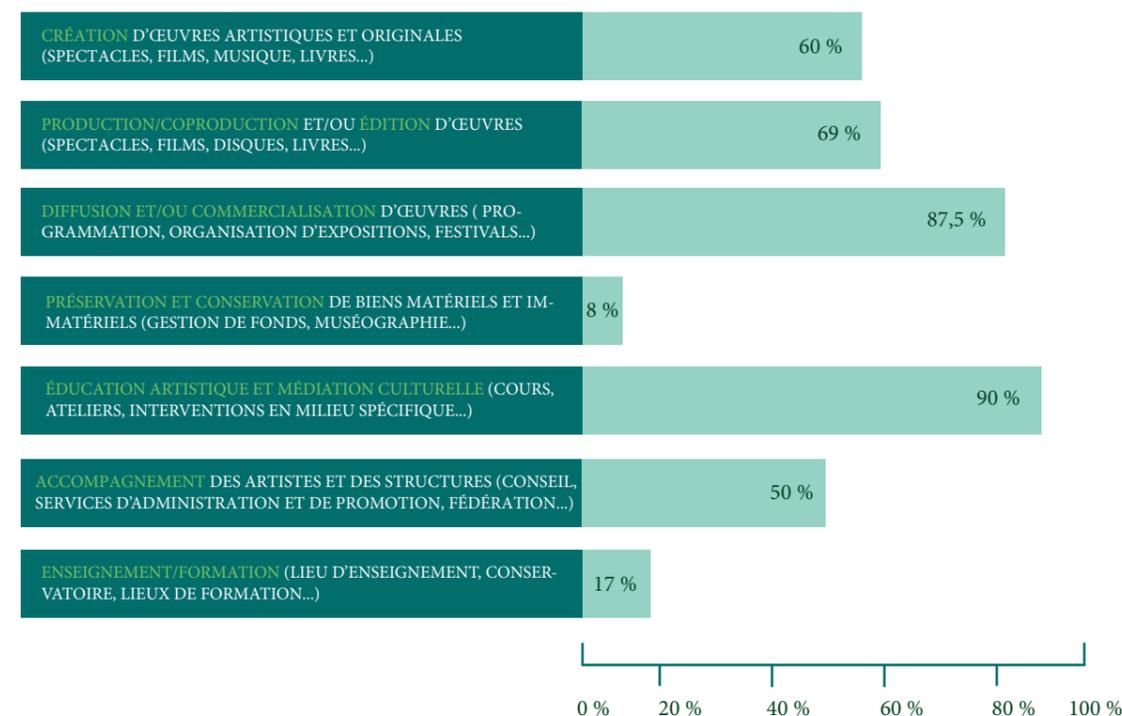
Toutes les fonctions pré-identifiées lors de la construction du questionnaire sont représentées au sein du panel des répondant-e-s. Les structures enquêtées sont par ailleurs quasiment toutes « multifonctionnelles », toutes, sauf une, assurant deux fonctions ou plus. La fonction la plus représentée est « l'éducation artistique et la médiation culturelle », devant la diffusion, la production et la création, ce qui rappelle l'attention très actuelle portée par les acteur-ric-e-s culturel-le-s au travail d'éducation et de sensibilisation à l'art ainsi qu'à la culture et à la participation des personnes à la vie culturelle.

	Nombre de structures	Pourcentage
SPECTACLE VIVANT	40	83,3 %
ACTIVITÉS SOCIOCULTURELLES	3	6,3 %
ARTS PLASTIQUES ET VISUELS	2	4,2 %
AUTRE DOMAINE PRINCIPAL	2	4,2 %
MÉDIAS (PRESSE, RADIO, TV, WEB)	1	2,1 %
TOTAL	48	100 %

AUTRES DOMAINES D'ACTIVITÉ DES STRUCTURES (RÉPONSES MULTIPLES)

RÉPONSE	NOMBRE	POURCENTAGE
SPECTACLE VIVANT	40	65 %
ACTIVITÉS SOCIOCULTURELLES	16	33 %
ARTS PLASTIQUES ET VISUELS	12	25 %
CINÉMA, VIDÉO	10	21 %
MUSIQUE ENREGISTRÉE, ARTS NUMÉRIQUES, MULTIMÉDIA	9	19 %
LIVRE, LECTURE	8	17 %
PAS D'AUTRE DOMAINE D'ACTIVITÉ	6	12,5 %
PATRIMOINE	5	10 %
MÉDIAS (PRESSE, RADIO, TV, WEB)	3	6 %
ARTISANAT D'ART	1	2 %
ARCHITECTURE OU AMÉNAGEMENT URBAIN	1	2 %

FONCTIONS DES STRUCTURES



ÉLÉMENTS DE COMPARAISON AVEC L'ENQUÊTE OPALE

Cette logique d'action de proximité concorde avec les informations recueillies dans le cadre de l'enquête Opale¹³ puisque 53 % des structures répondantes y déclarent que les territoires sur lesquels elles ont été les plus actives sont les « communes avoisinantes, agglomérations ». En revanche, les structures du panel AJITeR présentent un budget moyen plus élevé (moyenne à 120 000 € et médiane à 64 000 € pour le panel Opale). Le caractère multifonctionnel des structures se retrouve également dans les résultats de l'enquête Opale, puisque 77 % des répondant-e-s y déclarent exercer plusieurs fonctions principales. Le domaine du spectacle vivant y est également dominant. Enfin, la fonction « éducation artistique et médiation culturelle » occupe également le premier rang dans l'enquête Opale (71,4 % des répondant-e-s) devant la diffusion (70,2 %), la création (51,1 %) et la production (41,6 %).

13 - Comme précisé en introduction, sauf mention contraire, toute référence à l'enquête Opale se basera sur les 225 associations s'étant déclarées situées « en milieu rural ».

DES STRUCTURES DE TYPES VARIÉS MENANT DES PROJETS TRANSVERSAUX

Les **types de structures** représentés au sein de l'enquête sont également très diversifiés, renforçant le constat du **caractère largement transversal des projets portés**. Les 20 types pré-identifiés pour l'enquête ont tous été cités au moins une fois¹⁴ et 4 autres types ont été évoqués.

Les 6 principaux types déclarés (sur la base de plusieurs réponses possibles) sont :

- fabriques artistiques, lieux intermédiaires, lieux de création artistique (42 %) ;
- festivals (33 %) ;
- compagnies, collectifs d'artistes, ensembles ou groupes de musique (27 %) ;
- salles de concert (27 %) ;
- associations organisatrices d'événements sans lieu fixe (23 %) ;
- lieux de diffusion pluridisciplinaires (15 %).

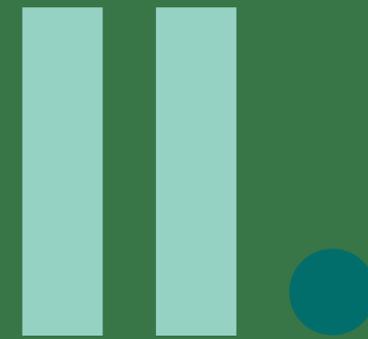
Deux tiers des répondant-e-s disposent d'un équipement pour conduire leurs activités (équipement qui 9 fois sur 10 permet d'accueillir du public). Les réponses libres montrent que l'itinérance des projets constitue une alternative pour les structures ne disposant pas de lieu. Mais elle se présente aussi souvent comme une activité complémentaire à celles *in situ* pour les structures disposant d'un lieu.

Au regard du graphique sur l'utilisation des équipements, on constate à nouveau la **place importante dévolue à la création et aux activités de pratiques artistiques et culturelles** : les utilisations de type « accueil en résidence/répétition » et « accueil d'ateliers de pratique » sont en effet plus représentées que l'utilisation de type « accueil de spectacles ». À la lecture des réponses libres, l'accès des artistes à des espaces de travail adaptés en milieu rural semble constituer un enjeu fort compte tenu de la saturation des espaces de travail en milieu urbain.

UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS DES STRUCTURES



14 - Vous pouvez consulter la nature et la part de l'ensemble des types de structures déclarées par les répondant-e-s (théâtre, cinéma, galerie, centre de ressources, média, école...) en pages 11 et 12 du document « Enquête "AJITeR par la culture !" - rapport statistique brut » compilant l'ensemble des données statistiques brutes récoltées : www.ajiterculture.org/uploads/8/9/2/7/89274214/ufisc_je_2020_enquete_ajiter_rapport_brut.pdf



L'ACCOMPAGNEMENT PAR LA CULTURE DES PARCOURS DE JEUNES ADULTES

60 % des répondant·e·s déclarent mener une réflexion pour conduire des actions spécifiquement en direction et/ou avec des jeunes adultes (18-35 ans). Mais cette réflexion n'est pas toujours formalisée ou ne se traduit pas systématiquement en actions ou en dispositifs concrets.

À titre de comparaison, les associations implantées en milieu rural ayant répondu à l'enquête d'Opale ne sont que 26 % à déclarer « développer des actions spécifiques en direction des jeunes adultes ».

FREINS ET LEVIERS RELATIFS À LA PARTICIPATION DES JEUNES ADULTES AUX ACTIVITÉS DES STRUCTURES ET À LEUR INSTALLATION EN MILIEU RURAL : IDENTIFICATION DE SIGNAUX FORTS ET DE SIGNAUX ADDITIONNELS

Les six parties qui composent ce chapitre « L'accompagnement par la culture des parcours de jeunes adultes » ont pour but de fournir des clés de lecture relatives aux différents parcours des jeunes adultes ruraux par le prisme des modes de relations qu'il·elle·s entretiennent avec les structures artistiques et culturelles.

Les trois premières parties interrogent les parcours artistiques et culturels des jeunes adultes à travers leur participation aux activités des structures du panel :

- participation des jeunes adultes aux manifestations artistiques organisées par les structures : spectacles, concerts, expositions, projections, festivals, soirées thématiques... ;
- participation des jeunes adultes aux actions en faveur des pratiques artistiques et culturelles amateurs proposées par les structures : actions culturelles, éducation artistique et culturelle, cours, stages, ateliers, initiations, sensibilisation, médiation... ;
- participation des jeunes adultes aux projets artistiques en recherche, en expérimentation, en création, en répétition, en pré-production que les structures accueillent et accompagnent (regroupés sous le terme de projets de création artistique) et relations des structures aux travailleurs·e·s indépendant·e·s.

La quatrième partie s'intéresse aux parcours d'engagements bénévoles et associatifs des jeunes adultes au sein des structures à travers la participation au projet associatif et à la gouvernance. La cinquième partie

porte sur les parcours d'emploi des jeunes adultes au sein des structures : salariat, alternance, stages, services civiques. Enfin, la sixième partie, plus subjective, interroge le regard porté par les répondant·e·s sur les enjeux plus généraux relatifs à l'installation des jeunes adultes en territoire rural : cadre de vie, sociabilisation, accès aux services... Cette analyse croise les résultats de questions à choix multiple¹⁵ et de questions « ouvertes » permettant aux répondant·e·s d'exprimer librement leur avis sur ces freins et leviers. Les résultats ont été compilés puis classés en « signaux forts » et « signaux additionnels » :

- « **signaux forts ++** » lorsque la redondance est marquée dans les réponses aux questions à choix multiple (+ de 60 % des répondant·e·s) et/ou les réponses libres (au moins 10 occurrences/références) ;
- « **signaux additionnels +** » lorsque les réponses sont plus hétérogènes (moins de 60 % des répondant·e·s pour les choix sélectionnés et/ou de 2 à moins de 10 occurrences/références dans les réponses libres).

15 - L'intégralité des résultats est disponible dans le document « Enquête « AJITeR par la culture ! » - rapport statistique brut » compilant l'ensemble des données statistiques brutes récoltées : www.ajiterculture.org/uploads/8/9/2/7/89274214/ufisc_je_2020_enquete_ajiter_rapport_brut.pdf

1. PARCOURS ARTISTIQUE ET CULTUREL DES JEUNES ADULTES : PRATIQUES DE SPECTATEUR·RICE

Une faible participation des jeunes adultes à des manifestations artistiques très diverses

Toutes les structures répondantes organisent dans l'année, régulièrement ou ponctuellement, **des manifestations artistiques** (spectacles, concerts, expositions, projections...). En revanche, leur nombre varie sensiblement :

- 31 % des structures en organisent entre 1 et 10 ;
- 23 % entre 11 et 20 ;
- 46 % 21 ou plus.

Les types de manifestations sont très divers. Cependant, plus de la moitié des structures proposent des **concerts** (27 sur 48) et/ou organisent un ou plusieurs festivals (26 sur 48). Près de la moitié proposent des **spectacles pluridisciplinaires** (22 sur 48). De nombreux autres types de manifestations sont cités tels des spectacles de rue (8) et de théâtre (7), des expositions (5), des projections (4), des soirées jeux (3), des bals (3), etc.

Pour chaque structure, **5 000 personnes en moyenne participent chaque année à ces manifestations**. Les jeunes adultes ne représentent pas la part la plus importante du public : **90 % des structures déclarent que la part approximative de jeunes adultes est inférieure à 50 %** (elle est inférieure à 25 % pour 42 % d'entre elles). Seules 15 % organisent des manifestations spécifiquement dédiées aux jeunes adultes.

Si la plupart des structures disent ne pas souhaiter cibler une tranche d'âge en particulier¹⁶ et s'adresser à tous les profils et tous les âges sans distinctions, **cette faible participation des jeunes adultes les questionne voire les préoccupe le plus souvent**.

16 - Hormis un nombre important de structures proposant en parallèle des manifestations dédiées au jeune public.

PROBLÈMES DE MOBILITÉ, BARRIÈRES SOCIOLOGIQUES, ET MANQUE D'EXPERTISE DES COLLECTIVITÉS LOCALES : DES FREINS À LA PARTICIPATION DES JEUNES ADULTES AUX MANIFESTATIONS ARTISTIQUES

Signaux forts ++

- **Des difficultés en termes de mobilité** : absence de solutions de transports collectifs et donc nécessité de posséder le permis et un véhicule pour se déplacer, des pratiques festives qui se voient contraintes (i.e. limitation de la consommation d'alcool pour pouvoir prendre le volant).
→ Problématique centrale et transversale à plusieurs autres sections de l'enquête.
- **Des barrières sociologiques** qu'illustre le sentiment des jeunes adultes que les manifestations ne sont « pas faites pour eux-elles ».
→ Constat d'une rupture du parcours de spectateur·rice après le lycée et de la nécessité de renforcer le travail de sensibilisation tout au long de la vie.
- **Le rôle central des collectivités territoriales locales** : manque d'expertise, méconnaissance des réalités professionnelles et des pratiques culturelles des jeunes adultes générant de fait une inadéquation ou une absence de soutien.
→ Problématique qui renvoie à la question de la **sensibilisation et de la formation des élus locaux·les à la culture**.

Signaux additionnels +

- **« Creux générationnel »** : certaines structures mettent en avant le fait que cette tranche d'âge est peu présente sur leur territoire, que la plupart des jeunes partent pour poursuivre leurs études.
- **Problématiques personnelles** : certaines structures mettent en avant des freins liés au manque de disponibilités des jeunes adultes : problématiques de garde d'enfants ou encore d'horaires de travail inadaptés à une pratique de spectateur·rice (agriculture, artisanat). D'autres pointent des freins d'ordre économique, liés à des situations de précarité.

À noter que la distinction est souvent faite entre les 18-25 ans (plus affectées par les problématiques de mobilité et d'éloignement du territoire) et les 25-35 ans (plus affectées par les problématiques familiales et les freins sociologiques...).

DIVERSITÉ, CONVIVIALITÉ, PROXIMITÉ, COOPÉRATION ET PÉRENNITÉ DES POLITIQUES PUBLIQUES : DES LEVIERS POUR LA PARTICIPATION DES JEUNES ADULTES AUX MANIFESTATIONS ARTISTIQUES

Signaux forts ++

- Mettre en avant la convivialité, la dimension festive des manifestations et favoriser la **mixité sociale et intergénérationnelle**.
- Privilégier une **programmation artistique diversifiée**, éclectique et favoriser le croisement des esthétiques.
- Mobiliser d'autres centres d'intérêts tels que l'agriculture biologique, les moyens de production alternatifs, la consommation locale...
- **Cultiver un réseau local d'acteur·rice·s**, développer des logiques partenariales élargies : **les principes de coopération** semblent fortement ancrés chez les acteur·rice·s du champ culturel implanté·es en milieu rural.
- Mettre en œuvre des **politiques culturelles pérennes**, avec des objectifs à long terme. Instaurer une relation de confiance et développer un travail de sensibilisation voire de formation des élu·es et technicien·nes des collectivités.
- Créer et entretenir du lien direct et interpersonnel avec les personnes en investissant des **lieux de proximité**, en pratiquant le « hors-les-murs » et l'**itinérance**, vecteurs de **lien social**.

Signaux additionnels +

- Inclure une dimension participative à l'organisation des manifestations.
- Faire le **pont entre les propositions pour le jeune public et les pratiques culturelles des parents**.
- **Renforcer l'accessibilité géographique** (navettes, covoiturage...) et **tarifaire**.

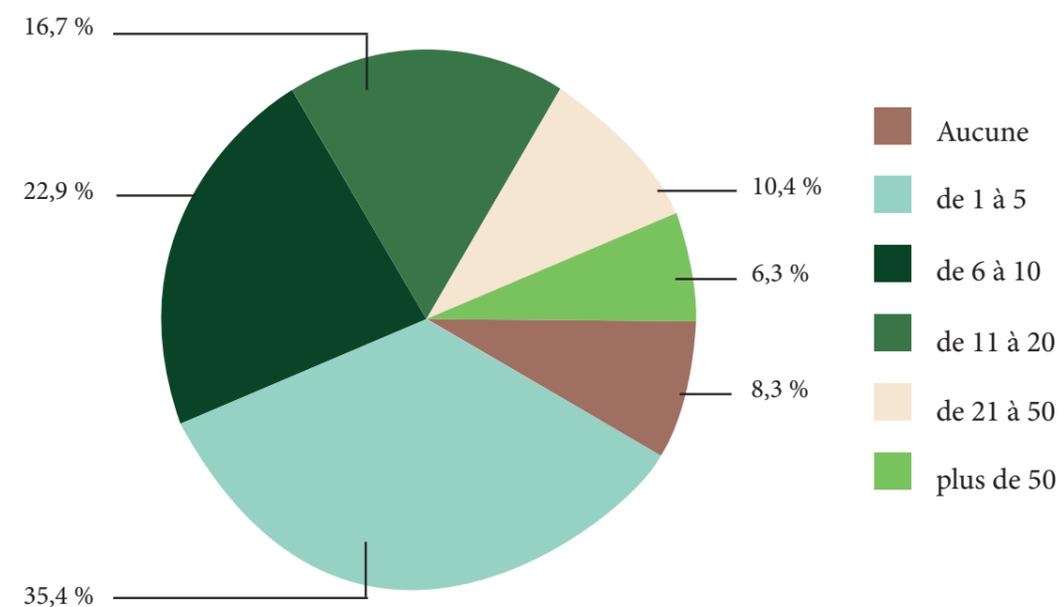
2. PARCOURS ARTISTIQUE ET CULTUREL DES JEUNES ADULTES : ACTIONS CULTURELLES ET PRATIQUES EN AMATEUR

Nature des actions en faveur des pratiques artistiques et culturelles amateurs et participation des jeunes adultes

Les structures ont été questionnées sur leurs actions en faveur des pratiques artistiques et culturelles amateurs (cours, stages, ateliers, initiations, actions de sensibilisation...) proposées en milieu rural et sur la participation des jeunes adultes à celles-ci.

Deux tiers ont proposé moins de 10 actions de ce type lors de leur dernière année d'activité, pour une moyenne de **644 participant·e·s par structure**.

NOMBRE D'ACTIONS CULTURELLES ORGANISÉES EN ANNÉE N-1 (COURS, STAGES, ATELIERS, INITIATIONS, ACTIONS DE SENSIBILISATION...) EN TERRITOIRE RURAL



Sur ces participant·e·s, la part des jeunes adultes prenant part à ces actions est encore moins importante que pour les manifestations artistiques : elle est inférieure à 25 % dans 71 % des cas et, là encore, seules 15 % des structures proposent des actions spécifiquement dédiées aux jeunes adultes.

UN PUBLIC NON CAPTIF ET QUI NE SE RECONNAÎT PAS DANS LES PROPOSITIONS

Signaux forts ++

- Actions majoritairement orientées vers le public scolaire.
- Les 18-35 ans ne sont pas un public-cible en tant que tel.
- Des cadres de financement et de conventionnement trop contraignants.
- **Des freins sociologiques** : des jeunes adultes qui pensent que ces actions ne sont « pas faites pour eux·elles » ; difficultés des jeunes adultes à s'engager sur le long terme ; pratiques culturelles plus autonomes, manque d'adéquation entre les propositions et les pratiques culturelles des jeunes adultes d'aujourd'hui.

Signaux additionnels +

- **Manque de disponibilités** lié aux contraintes familiales et/ou professionnelles.
- **Communication insuffisante** ou inadaptée des structures.
- Difficultés à identifier les éventuelles structures partenaires (notamment dédiées à la jeunesse).

COCONSTRUCTION, DIVERSITÉ DE L'OFFRE ET RELATION DE CONFIANCE : DES LEVIERS POUR LA PARTICIPATION DES JEUNES ADULTES AUX ACTIONS EN FAVEUR DES PRATIQUES ARTISTIQUES ET CULTURELLES AMATEURS

Signaux forts ++

- Inclure une **dimension participative**, coconstruire les propositions avec les jeunes adultes.
- Proposer des pratiques en adéquation avec les **attentes et les préoccupations de cette tranche d'âge** ; s'appuyer sur les compétences personnelles des jeunes pour les relier aux actions proposées.
- Présenter une diversité de propositions et sortir de son champ disciplinaire de prédilection.
- Créer du **lien interpersonnel** et une relation de confiance avec les jeunes adultes.
- Impliquer largement les habitant·e·s à travers une **logique partenariale élargie** (missions locales, structures d'insertion...).

Signaux additionnels +

- Développer des actions de médiation et de sensibilisation.
- « Rompre les distances » entre « public » et artistes (exemple : proposer des rencontres entre artistes professionnel·le·s et amateurs).
- Proposer des ateliers parents/enfants.
- Adapter les tarifs et les horaires.
- Développer des lieux adaptés aux pratiques (en termes d'espace, de matériel...).

DES ACTIVITÉS QUI DÉPASSENT LARGEMENT LE CHAMP ARTISTIQUE ET QUI SONT FORTEMENT ENGAGÉES

Si les démarches artistiques (spectacles, actions culturelles, ateliers...) restent le plus souvent au cœur des activités proposées par les structures répondantes, elles sont loin d'en constituer l'unique orientation. Les deux tiers déclarent en effet avoir organisé « d'autres activités (hors démarches artistiques) » auxquelles ont participé de jeunes adultes. Ces « autres activités » sont largement protéiformes, ce qui renforce le constat d'une **habitude de travail fondée sur des logiques de décloisonnement non seulement disciplinaire, mais également ouvertes à d'autres secteurs que celui des arts et de la culture**. Sont ainsi citées¹⁷ :

- des débats citoyens, des tables rondes, des conférences (8) ;
- des soirées jeux ou de type « jeu d'évasion » ou « escape game »¹⁸ (?) ;
- des actions de réinsertion, d'insertion professionnelle, de découverte des métiers (6) ;
- des activités potagères, de maraîchage, de permaculture, d'élevage (5) ;
- des activités relatives à la gastronomie : repas à thèmes, ateliers cuisine (5) ;
- des actions de prévention contre les discriminations, les pratiques addictives, les risques auditifs... (4) ;
- des ateliers de bricolage ou de décoration (4) ou d'autres types d'ateliers : couture, écriture, réparation de vélos, écoconstruction... (5) ;
- des temps de partage de savoir-faire, des « zones de gratuité »¹⁹, des actions solidaires et de récolte de denrées alimentaires... (4) ;
- des activités « nature » : sorties, randonnées... (2) ;
- des chantiers participatifs (2) ;
- des temps de libre expression radiophonique (1) ;
- des causeries en breton (1) ;
- des activités sportives (1) ;
- la réalisation de courts-métrages (1).

Cette tendance s'observe directement à travers la nature des activités proposées : les acteur·rice·s se caractérisent le plus souvent par une **posture militante et engagée**. Ce constat est renforcé lorsque l'on regarde en détail les thématiques abordées au sein des débats, conférences et tables rondes. De nombreux·ses répondant·es considèrent que les

17 - Des activités les plus citées aux moins citées, et entre parenthèses le nombre d'occurrences parmi les réponses libres.

18 - « Un escape game est un jeu immersif dans lequel un groupe de joueurs est enfermé dans un univers décoré selon un thème précis. Les joueurs ont l'objectif de sortir de cet univers en moins de 60 minutes. Pour y arriver, il faudra résoudre des énigmes et casse-têtes, ouvrir des portes et cadenas, déclencher des mécanismes grâce à des manipulations, ou encore trouver des indices ». Source : www.goodlock-escape.fr/escape-game-definition-quoi/

19 - Une zone de gratuité est un espace où chacun·e peut déposer ce dont il·elle n'a plus besoin (à condition que ce soit propre et réutilisable) et prendre ce qu'il·elle veut (même s'il·elle n'a rien déposé). Source : www.zonedegratuite.com/le-concept.html

adultes sont particulièrement **sensibles aux nombreux enjeux de société actuels** tels que les modes de vie et de consommation alternatifs, l'écologie et l'éco-responsabilité, les logiques de circuits courts, l'autonomie des moyens de production, le respect de la biodiversité, la cause animale, la lutte contre les discriminations (homophobie, racisme), l'égalité femmes-hommes ou encore l'aide humanitaire et la lutte contre la pauvreté et les inégalités...

3. PARCOURS ARTISTIQUE ET CULTUREL DES JEUNES ADULTES : PORTEUR·SE·S DE PROJETS DE CRÉATION ARTISTIQUE

Nature des projets de création artistique, participation et accompagnement des jeunes adultes

Le panel de l'enquête est largement constitué de structures d'accueil et d'accompagnement des projets artistiques : 73 % des répondant·e·s déclarent avoir accueilli en année N-1 des projets artistiques en recherche, en expérimentation, en création, en répétition et en pré-production.

Ces structures ont accueilli en moyenne 8 projets par an, dont 4 impliquaient principalement des jeunes adultes. La part de ces derniers est donc importante au sein des projets de création artistique accueillis.

Pour 97 % des répondant·e·s²⁰, cet accueil de projets de création artistique se traduit par un **accueil en résidence aux modalités diverses** :

- mise à disposition d'un lieu pour la création (25)²¹ ;
- prise en charge de l'hébergement (24) ou des déplacements (3) ;
- prise en charge des repas (23) ou mise à disposition d'une cuisine (3) ;

20 - Soit 34 répondant·e·s sur les 35 ayant déclaré avoir accueilli des projets de création artistique.

21 - Entre parenthèses, le nombre de citations faisant directement référence à la typologie établie grâce aux réponses libres.

- mise à disposition de moyens techniques (22) ;
- mise en place d'actions culturelles, de rencontres ou de temps de travail avec la population et/ou des structures locales (18) ;
- mise à disposition de moyens humains (13) ;
- organisation d'une restitution publique, d'une sortie de résidence (10) ou d'une programmation dans la saison (4) ;
- relation de compagnonnage : apport d'un regard artistique et mise en réseau avec des professionnel·le·s (8) ;
- modalités financières : cofinancement, coproduction (5), attribution d'une bourse (5) ou rémunération des artistes (3).

4 réponses évoquent le **bénéfice pour les artistes de disposer d'un cadre propice à la création en territoires ruraux** (calme, espace, nature...).

Les trois quarts des répondant·e·s concerné·e·s **proposent un accompagnement spécifique aux jeunes artistes accueilli·e·s en résidence de création** :

- aide à la gestion administrative, à la rédaction de dossier de subvention, à la production, définition et rédaction du projet (16)²² ;
- rendez-vous pour du conseil personnalisé ou accompagnement « à la carte » (12) ;
- compagnonnage et regard artistique (11) ;
- aide à l'insertion professionnelle et mise en réseau (7) ;
- accompagnement scénique (5) ;
- aide à la structuration professionnelle, associative, conseils sur l'intermittence... (4) ;
- aide à la communication (4) ;
- proposition de temps de formation technique, artistique ou de musique assistée par ordinateur (MAO) (3) ;
- appui logistique (1).

Enfin, **60 % des répondant·e·s à l'enquête AJITeR ont collaboré avec des travailleur·se·s sous statut indépendant ou spécifique** (artistes auteur·rice·s dont plasticien·ne·s, micro et autoentrepreneur·se·s...) en année N-1. Parmi ces travailleur·se·s sous statut indépendant ou spécifique, il y avait en moyenne 5 jeunes adultes, dont 1,7 femme. Il est à noter que la **part d'homme est nettement plus élevée au sein de ces collaborations que chez les salarié·e·s** des structures où la répartition est plutôt paritaire (cf. « 5. Parcours d'emploi des jeunes adultes au sein des structures » ci-après). Malheureusement, l'analyse des données ne permet pas de formuler d'hypothèse pour expliquer cet écart.

22 - Idem.

DES SOUTIENS ET DES MOYENS INSUFFISANTS ET UNE MÉCONNAISSANCE DES POSSIBILITÉS DES STRUCTURES : DES FREINS À LA PARTICIPATION DES JEUNES ADULTES AUX PROJETS DE CRÉATION ARTISTIQUE

Signaux forts ++

- **Manque d'expertise et de soutien (financier, politique, humain) des collectivités territoriales** et inadaptation des dispositifs d'aides.
- **Manque de lieux adaptés et de moyens de production** sur le territoire.
- **Méconnaissance** par les jeunes artistes des lieux et structures ainsi que des ressources de leur territoire.

Signaux additionnels +

- **Manque de moyens humains** au sein des structures ; difficultés des structures culturelles à identifier les jeunes artistes de leur territoire ; **manque de légitimité des jeunes artistes** aux yeux des financeurs locaux.
- **Frilosité des producteur·rice·s** à prendre des risques, notamment financiers, en produisant des jeunes artistes ; manque de structuration des projets jeunes ; manque de confiance des jeunes artistes dans leur projet.
- **Faible présence de jeunes artistes** sur le territoire.

COOPÉRATION, MISE EN RÉSEAU, DÉCLOISONNEMENT ET PÉDAGOGIE EN DIRECTION DES ÉLU·E·S : DES LEVIERS POUR LA PARTICIPATION DES JEUNES ADULTES AUX PROJETS DE CRÉATION ARTISTIQUE

Signaux forts ++

- **Favoriser les dynamiques de coopération** comme levier essentiel de la participation des jeunes adultes aux projets de création artistique en milieu rural.
- **Renforcer la mise en réseau** et les partenariats entre structures du champ culturel.

- **Travailler de manière intersectorielle et décloisonnée.**
- Renforcer la place du soutien à la création, en particulier des jeunes artistes, au sein des conventions d'objectifs passées avec les collectivités territoriales et développer des financements spécifiques.
- Promouvoir une **pédagogie à destination des élus locaux** afin de mieux légitimer les jeunes artistes.
- Développer les **logiques de « compagnonnage »** et créer du lien interpersonnel entre artistes de générations différentes.

Signaux additionnels +

- **Renforcer la communication** autour des possibilités d'accompagnement offertes aux jeunes artistes.
- Valoriser la capacité des structures à offrir un **cadre propice à la création.**

UN MOT D'ORDRE : DÉCLOISONNER

On constate une **forte velléité des acteur·rices à prôner les logiques de décloisonnement**. Il s'agit en premier lieu de l'approche qu'il·elles ont de l'**articulation entre leurs différentes activités**. Les démarches de création, de diffusion et d'actions culturelles ou en direction des pratiques en amateur ne sont pas appréhendées **isolément** mais plutôt considérées comme autant de pièces d'un tout cohérent et interdépendant. Il en va de même de leurs **approches disciplinaires** : diversité, croisements esthétiques, interdisciplinarité sont au cœur des projets défendus. Et cette logique ne se cantonne pas au champ artistique et culturel. Un désir de **s'ouvrir aux autres secteurs au travers de leur action territoriale**, le plus souvent dans une posture de **militance affirmée**, s'exprime largement : acteur·rices de l'agriculture, de l'artisanat, du social, de l'in-sertion, du développement durable, du commerce de proximité, de l'artisanat, de la santé, de l'éducation, etc., sont autant de partenaires potentielles pour aller à la rencontre des habitant·es. Tout comme les élu·es et technicien·nes des collectivités locales dont l'action publique peut et doit soutenir ces relations et ces coopérations. Sous l'effet de cette dynamique de convergence, à l'échelle de bassins de vie favorisant les liens sociaux et de proximité, **s'ébauchent ou s'élaborent de véritables projets culturels de territoire, ouverts et protéiformes.**

4. PARCOURS D'ENGAGEMENTS ASSOCIATIFS ET BÉNÉVOLES DES JEUNES ADULTES

Participation des jeunes adultes au projet associatif et à la gouvernance des structures

Les structures participant à l'enquête comptaient une part importante de jeunes adultes parmi leurs bénévoles actifs : **32 jeunes adultes bénévoles hors gouvernance (dont 15 femmes), en moyenne.**

Concernant spécifiquement la gouvernance, **7 jeunes adultes en moyenne** ont participé à la dernière **assemblée générale** de la structure, dont **4 femmes**. Enfin, parmi eux·elles, il·elle·s sont entre **2 et 3** à avoir participé aux instances de gouvernance (bureau, conseil d'administration...), dont **1 à 2 femmes en moyenne.**

Il semble donc qu'une **large place** soit faite aux jeunes adultes au sein du projet associatif et de la gouvernance des structures enquêtées. De plus, les résultats font aussi état d'une réelle **parité femmes-hommes** chez les jeunes adultes impliqué·e·s.

PARTICIPATION DES JEUNES ADULTES AU PROJET ASSOCIATIF ET À LA GOUVERNANCE : UNE PRÉOCCUPATION AU CŒUR DES STRUCTURES

Si la participation de jeunes adultes au projet associatif et à la gouvernance des structures semble plutôt importante au regard des réponses chiffrées, les réponses libres des enquêtées révèlent que la **question de l'implication des jeunes adultes dans leur projet associatif, liée à celle du renouvellement de leurs bénévoles** (en particulier de leurs dirigeant·es bénévoles), demeure pour un grand nombre d'entre eux·elles une **vive préoccupation**. Un tiers expliquent clairement mener actuellement une réflexion sur ces problématiques.

L'enquête d'Opale confirme que ces préoccupations sont largement partagées par les associations culturelles en milieu rural. En effet, **36 %** des

répondant·es y déclarent avoir une « difficulté à mobiliser et à fidéliser des bénévoles » et 31 % une « difficulté à renouveler leurs instances dirigeantes (CA, Bureau) ». Ceci dit, il s'agit ici d'un constat général qui ne concerne pas uniquement les jeunes adultes.

Signaux forts ++

- Implication plutôt ponctuelle et mobilisation difficile sur le long terme (trop chronophage et présence trop occasionnelle sur le territoire).
- Professionnalisation des structures avec un niveau de technicité trop exigeant ; appréhension des responsabilités liées à la gouvernance bénévole et articulation difficile entre équipes professionnelles et bénévoles.
- Difficultés pour transmettre le projet associatif à de nouveaux arrivants et « verrouillage » par des membres historiques.

Signaux additionnels +

- Manque de clarté du projet associatif et/ou dans l'organisation des instances de gouvernance.

AUTONOMISATION ET GOUVERNANCE HORIZONTALE : DES LEVIERS POUR LA PARTICIPATION DES JEUNES ADULTES AU PROJET ASSOCIATIF ET À LA GOUVERNANCE DES STRUCTURES

Signaux forts ++

- Favoriser l'autonomie et offrir des espaces de libertés aux bénévoles ; s'adapter aux compétences de chacun et éviter le « jargon culturel ».
- Adopter un mode de gouvernance ouvert, transparent, participatif et horizontal en développant par exemple des outils collaboratifs.
- Aménager des temps d'échanges réguliers et conviviaux, favoriser les liens interpersonnels, la rencontre et le lien social, avec une attention portée à la dimension intergénérationnelle ; mobiliser autour du projet politique et des valeurs de la structure.

5. PARCOURS D'EMPLOI DES JEUNES ADULTES AU SEIN DES STRUCTURES

Part et organisation de l'emploi des jeunes adultes dans les structures

Si les jeunes adultes ne sont pas majoritaires au sein des structures enquêtées, il·elle·s y sont largement présent·e·s sous différentes formes.

L'immense majorité (46 des 48 structures du panel) a eu recours au salariat en année N-1. Les structures employeuses comptaient 9 salarié·e·s en moyenne au sein de leur effectif en année N-1 pour 4 équivalents temps plein en moyenne. Les équipes comptaient donc une part importante de salarié·e·s à temps partiel, constat qui confirme la relative précarité des emplois du secteur culturel. Parmi eux·elles, on comptait en moyenne 3,5 jeunes adultes salarié·e·s, dont 2 femmes. Plus précisément, on dénombrait en moyenne 1,7 jeune adulte en contrat à durée indéterminée (CDI), contrat à durée indéterminée intermittent (CDII) ou contrat à durée déterminée (CDD) longue durée (6 mois et plus) et 5,7 jeunes adultes sous un autre type de contractualisation (CDD court, contrat à durée déterminée d'usage, CDDU...). Enfin, un peu plus d'un tiers des structures n'ont employé aucun·e jeune adulte en année N-1. Ainsi, si les jeunes adultes constituent une part non négligeable des salarié·e·s employé·e·s par les structures, il·elle·s ne sont donc pas majoritaires au sein des équipes.

Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, les aides à l'emploi sont assez peu développées au sein des structures culturelles en milieu rural. Seul un tiers des structures comptaient parmi leurs salarié·e·s des jeunes adultes en contrat aidé :

- 6 Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep)²³
- 5 Fonds national pour l'emploi pérenne dans le spectacle (Fonpeps)²⁴
- 5 bénéficiant d'un dispositif régional d'aide à l'emploi
- 4 contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)²⁵
- 2 parcours emploi compétences (PEC)²⁶
- 2 « AUTRES »²⁷

23 - www.fonjep.org/

24 - www.culture.gouv.fr/Aides-demarches/Dispositifs-specifiques/Fonds-national-pour-l-emploi-perenne-dans-le-spectacle-FONPEPS

25 - <https://travail-emploi.gouv.fr/emploi/parcours-emploi-competences/cui-cae>

26 - <https://travail-emploi.gouv.fr/emploi/parcours-emploi-competences/article/parcours-emploi-competences>

27 - Un « Emploi Franc » : <https://travail-emploi.gouv.fr/emploi/emplois-francs/article/embaucher-une-personne-en-emploi-franc>. Un emploi dans le cadre d'un dispositif annexe du Fonpeps.

Les résultats de l'enquête d'Opale viennent corroborer ce constat. En effet, seules 20 % des structures y déclarent avoir employé des salarié·e·s en contrat aidé en 2018²⁸ (1,4 en moyenne). Autre constat alarmant : 57 % de ces structures ont connu une **baisse des contrats aidés entre 2017 et 2018**.

À noter qu'une structure sur 5 souhaite, au moment de l'enquête, procéder à de nouvelle(s) embauche(s) au sein de leur équipe salariée, sans pour autant en avoir les moyens financiers ou structurels.

Un peu moins de **deux tiers des structures ont accueilli au moins un.e stagiaire** en année N-1 (avec une légère majorité de femmes). Comme présupposé, **l'accueil de stagiaires est donc largement répandu** dans le secteur artistique et culturel. En revanche, on constate une **quasi-inexistence de l'alternance** : seules 3 structures sur 48 ont accueilli une jeune adulte en alternance en année N-1 (uniquement des femmes).

Enfin, un peu plus d'un tiers des structures (17 sur 48) ont accueilli au moins un.e jeune adulte en mission de service civique en année N-1 (le plus souvent un.e ou deux ; seule une structure en a accueilli 3 et une autre 5). Sur les 32 volontaires accueilli·e·s, 20 sont des femmes, soit près des deux tiers. Il s'agit donc d'une pratique relativement répandue et féminisée.

DISPARITION ET INADÉQUATION DES AIDES À L'EMPLOI, MANQUE DE SOUTIEN FINANCIER, MOBILITÉ ET TURNOVER : DES FREINS AU PARCOURS D'EMPLOI DES JEUNES ADULTES AU SEIN DES STRUCTURES

Signaux forts ++

- **Difficultés d'accès ou disparition des aides à l'emploi** ; dispositifs **inadaptés aux réalités des structures** (profils éligibles inadaptés, difficulté de pérennisation, précarité...) et manque d'appui pour accéder aux aides à l'emploi régionales.
- **Manque de soutien financier et d'expertise des collectivités locales** quant aux réalités des coûts de l'emploi culturel.
- **Manque de moyens financiers et possibilités limitées en termes d'embauche** ; problématiques de « permittance » du fait d'un recours systématique à l'intermittence.
- **Problématiques de mobilité** (obligation de disposer du permis et/ou d'un véhicule).
- **Difficultés pour trouver les compétences adaptées et turnover fréquent.**

28 - Le contrat le plus fréquent est le CUI-CAE, puis Fonjep. En revanche, aucun Fonpeps n'a été relevé.

Signaux additionnels +

- **Difficultés pour dégager du temps d'accompagnement** pour les nouveaux·elles jeunes salarié·es, stagiaires, alternantes, services civiques...
- **Formations supérieures inadaptées**, manque d'expérience de terrain et profils trop spécialisés pour des postes qui requièrent plutôt une grande polyvalence.

ACCOMPAGNER LA MONTÉE EN COMPÉTENCES ET DÉVELOPPER DES AIDES À L'EMPLOI ADAPTÉES : DES LEVIERS POUR LES PARCOURS D'EMPLOI DES JEUNES ADULTES AU SEIN DES STRUCTURES

Signaux forts ++

- **Accompagner la montée en compétence et se positionner dans une posture de transmission** :
 - à travers des logiques de parrainage ou de compagnonnage ;
 - en développant l'accompagnement de parcours du bénévolat vers l'emploi.
- **Des soutiens renforcés et pérennes des collectivités locales et des aides à l'emploi adaptées** afin de garantir la stabilité financière des structures.

Signaux additionnels +

- **Promouvoir l'alternance** (contrats d'apprentissage et de professionnalisation) peu utilisée dans la culture et développer plus largement la formation.
- **Valoriser les structures implantées en territoires ruraux** : leur dynamisme, la richesse de leurs projets et de leur vie associative, la diversité de leurs actions, l'intérêt et la polyvalence des missions qu'elles proposent, l'accès privilégié à des postes à responsabilité.
- **Renforcer les dynamiques de coopération** par une structuration collective du territoire et intersectorielle (culture, agriculture, éducation, social...), et par le biais de mutualisations (i.e. les groupements d'employeur·ses).

6. IDENTIFICATION DES FREINS ET LEVIERS GÉNÉRAUX RELATIFS À L'INSTALLATION DES JEUNES ADULTES EN MILIEU RURAL

Les analyses produites dans le cadre de cette partie se basent sur les ressentis subjectifs des répondant-e-s, leur expérience propre, leur rapport à la ruralité. Elles soulèvent donc des pistes de réflexion et des points de vigilances plus qu'elles ne permettent d'établir des constats purement objectifs. De plus, les situations sont fortement hétérogènes selon les territoires et leur contexte historique, politique et socio-démographique. Il est donc difficile de généraliser. Néanmoins, quelques idées fortes ressortent du traitement des réponses.

PROBLÈMES DE MOBILITÉ ET DIFFICULTÉS D'ACCÈS À LA FORMATION ET À L'EMPLOI : DES FREINS GÉNÉRAUX À L'INSTALLATION DE JEUNES ADULTES EN MILIEU RURAL

Signaux forts ++

- **Distances et mobilité** : accès limité aux transports collectifs et impact des distances sur la vie de famille.
- **Difficultés d'accès à la formation supérieure et à l'emploi** : persistance d'un exode urbain des 18-25 ans.

Signaux additionnels +

- Difficultés d'accès à une vie sociale et culturelle qui engendrent isolement et manque de lien social.
- **Mauvaise image du territoire.**
- **Difficultés d'accès au logement** (habitations calibrées « familles », prix inaccessibles dans certains territoires dits « attractifs ») et à certains services de proximité (administratifs, de santé...).

CADRE DE VIE, DYNAMISME ET LIEUX DE PROXIMITÉ : DES LEVIERS GÉNÉRAUX POUR L'INSTALLATION DE JEUNES ADULTES EN MILIEU RURAL

Signaux forts ++

- Un meilleur cadre de vie
 - Un « confort de vie » grâce à la possibilité de disposer de logements plus spacieux et moins chers, d'avoir un jardin, d'être au calme, à proximité de la nature, avec un air moins pollué et un coût de la vie moins élevé. Il semblerait également qu'un meilleur équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle soit possible (renforcé notamment par le télétravail).
 - Un environnement plus propice à certaines valeurs liées à l'autonomie des moyens de production (alimentation, énergie, hygiène...), aux circuits courts et biologiques (produits locaux) ou à l'économie sociale et solidaire (ESS), et basées sur des principes de solidarité voire de décroissance.
- **Richesse, dynamisme de la vie associative et culturelle** avec une socialisation parfois plus spontanée et intergénérationnelle.
- Importance des **lieux intermédiaires et autonomes** qui favorisent le lien social, défendent des principes de proximité et de réciprocité, de décloisonnement et d'hybridation. Ces lieux sont des espaces de diffusion, de création, de répétition, d'accueil de pratiques, d'exposition ; mais également des cafés, des restaurants ou des épiceries associatives ; des espaces dédiés aux activités agricoles, maraîchères, potagères ; des espaces de coworking, des pépinières ; des ateliers, ressourceries, fablabs ; voire des espaces d'hébergements éphémères ou pérennes...
 - Ces lieux semblent constituer des éléments-clés dans l'accompagnement des initiatives et l'implication des jeunes adultes sur leur territoire.
 - Un soutien fort des collectivités territoriales est nécessaire pour permettre l'émergence et la pérennisation de tels lieux.

Signaux additionnels +

- Faire évoluer les représentations, négatives et désuètes, des territoires ruraux dans les imaginaires.
- Importance d'avoir accès aux mêmes services en milieu rural qu'en ville avec le maintien nécessaire des services de proximité et des services publics de transport (et/ou le développement de solutions de transport alternatives et solidaires).



**DISPOSITIFS,
FINANCEMENTS ET
PARTENARIATS
SPÉCIFIQUES À
L'ACCOMPAGNEMENT
DES JEUNES ADULTES**

1. DES RESPONSABLES SALARIÉ·E·S ET BÉNÉVOLES PEU FORMÉ·E·S À L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES ADULTES

Seules 10 structures sur 48 ont déclaré qu'un ou plusieurs de leurs responsables ou encadrant·e·s salarié·e·s ont été formé·e·s spécifiquement à l'accompagnement des jeunes adultes (8 structures pour ce qui concerne les responsables ou encadrant·e·s bénévoles). Il s'agit majoritairement de formations des salarié·e·s à l'accueil de volontaires en service civique. Les bénévoles sont quant à eux·elles issu·e·s de l'enseignement secondaire ou supérieur et/ou du secteur social (éducateur·rice·s spécialisé·e·s) ou encore de l'animation socioculturelle.

Qu'il s'agisse de membres de l'équipe salariée ou bénévole, les **dirigeant·e·s** ou responsables des structures sont donc globalement assez peu formé·e·s spécifiquement à l'accompagnement des jeunes adultes.

2. PARTENARIATS ET COLLABORATIONS AVEC DES ORGANISMES DÉDIÉS AUX JEUNES ADULTES

80 % des structures avaient mis en place en année N-1 des **partenariats avec des organismes dédiés aux jeunes adultes**. Les réalités sont **disparates d'une structure à l'autre**, bien qu'un organisme partenaire soit surreprésenté par rapport aux autres : l'Agence du service civique. Les missions locales et l'Éducation nationale sont également largement citées dans les réponses (deuxième et troisième position).

ORGANISMES DÉDIÉS AUX JEUNES ADULTE AVEC LESQUELLES LES STRUCTURES ONT MIS EN PLACE DES PARTENARIATS ET/OU COLLABORATION

ORGANISME	Nombre de répondant·e·s
Agence du service civique	20
Mission locale	16
Ministère de l'Éducation nationale	13
Centre communal d'action sociale (CCAS)	7
Pôle emploi	7
Autres ministères : Culture, Agriculture et Alimentation, Enseignement supérieur et Recherche, Environnement	7, 4, 3, 1
Caisse d'allocations familiales (CAF)	6
Mutualité sociale agricole	6
Réseau initiatives jeunesse : Fonds initiatives jeunes (FIJ), Défi-jeunes...	5
Service dédié d'une région	5
Service dédié d'une ville ou communauté de communes	5
Point information jeunesse (PIJ), Bureau information jeunesse (BIJ)	4
Prévention décrocheurs	3
Autre service dédié de l'État : DRAC ou préfecture	3
Service départemental Jeunesse et Sport	2
Structures locales sociales ou médico-sociales accompagnant des jeunes en situations précaires (migrant·e·s, risques familiaux...) ou en situation de handicaps : Centre départemental d'information sur les droits des femmes et des familles des Yvelines (CIDFF78), Associations père mère enfant (APME)	2
Organismes locaux d'accompagnement à l'insertion : PRISME, Breizh Insertion Sport	2
Foyer de jeunes travailleurs	2
Centre information Europe direct (CIED)	1
Bailleurs sociaux	1
Service public régional de l'orientation (SPRO)	1
Ligue de l'enseignement	1
Université	1
Service dédié d'un pays	1
Rectorat	1

Il est complexe d'analyser de manière synthétique les collaborations et partenariats décrits par les répondant·e·s tant il·elle·s sont de natures diverses (type de structure, champ et territoire d'intervention, habitudes partenariales...). On note cependant l'importance accordée à : l'accueil de **stagiaires et de volontaires en service civique**, l'organisation d'interventions auprès d'étudiant·e·s ou de lycéen·ne·s et d'actions de **prévention ou de sensibilisation** auprès de publics spécifiques ou non ; des collaborations pour **encourager l'implication bénévole des jeunes adultes** au sein des projets ; des actions plus poussées en termes d'**insertion professionnelle, de formation, de compagnonnage...** (pour l'acquisition de compétences transférables dans le champ professionnel de la culture) ; des actions d'**orientation et d'accompagnement des jeunes porteur·se·s de projets culturels**, voire d'accompagnement des « parcours de vie » des jeunes adultes au sens le plus large du terme.

Ces multiples actions peuvent parfois mobiliser un **nombre important de partenaires différents** (jusqu'à une trentaine pour deux des structures répondantes). 7 réponses font état de dynamiques partenariales orientées vers un **travail d'accompagnement et de réinsertion auprès des « jeunes invisibles »**²⁹ (ni en formation, ni à l'école, ni en emploi, ni en accompagnement). 5 des structures répondantes se sont emparées entre autres du **dispositif « espace de vie sociale**³⁰ » (EVS) de la CAF. Ces constats viennent rappeler les aspirations d'un grand nombre d'acteur·rice·s culturel·le·s à jouer un rôle dans les actions sociales de proximité et les principes de solidarité à l'œuvre sur leur territoire, au-delà de leur champ artistique et culturel de prédilection.

3. COOPÉRATIONS AVEC DES ACTEUR·RICE·S ASSOCIATIF·VE·S ET DE L'ESS AUTOUR DE L'ACCUEIL ET DE L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES ADULTES

29 - Sur cette question, vous pouvez consulter le rapport de recherche *Les jeunes « invisibles » : ni en éducation, ni en formation, ni en emploi et ni en accompagnement en France et en Europe* réalisé par Claire Bernot-Caboche pour l'Institut de recherches économiques et sociales en mars 2018 : www.ires.fr/etudes-recherches-ouvrages/etudes-des-organisations-syndicales/item/5664-les-jeunes-invisibles-ni-en-education-ni-en-formation-ni-en-emploi-et-ni-en-accompagnement-en-france-et-en-europe

30 - « Véritables lieux de proximité gérés par des associations, les espaces de vie sociale ont vocation à renforcer les liens sociaux et les solidarités de voisinage. Ils concourent à la politique d'animation de la vie sociale des Caisses d'allocations familiales en proposant des services et des activités à finalités sociales et éducatives. » Source : www.caf.fr/partenaires/solidarite-et-soutien-financier/centre-social-et-espace-de-vie-sociale

50 % des répondant·e·s déclarent avoir développé des **coopérations en milieu rural avec des acteur·rice·s associatif·ve·s et de l'ESS** afin de mieux accueillir et accompagner les jeunes adultes. Ces dernier·e·s sont de **natures extrêmement** diverses :

- associations locales culturelles, de jeunesse et d'éducation populaire, humanitaires, de prévention... ;
- écoles de musique, de danse, de théâtre, centres socioculturels, médiathèques, librairies, musées, Maisons des jeunes et de la culture (MJC), Maison pour tous (MPT) ;
- antennes et structures relais de réseaux associatifs nationaux tels que Familles rurales, Travail et partage³¹, Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (CIVAM)³², Fédération nationale des Centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF)³³ ;
- Bureaux d'accompagnement culture, Foyers ruraux, clubs de prévention spécialisée, clubs sportifs...

3 structures déclarent entretenir des liens (sans plus de précisions quant à la nature de leurs relations) avec des instances représentatives de l'ESS de leur territoire : chambres régionales de l'ESS (CRESS) ou Pôle ESS³⁴. Et parmi ces 3 structures, 1 collabore régulièrement avec la coopérative financière la NEF³⁵.

4. FINANCEMENTS PUBLICS OU PARAPUBLICS SPÉCIFIQUES À L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES ADULTES

Seul·e·s un quart des répondant·e·s ont bénéficié de financements publics ou parapublics spécifiques afin de mieux accueillir et accompagner les jeunes adultes (18-35 ans). La nature de ces financements est assez disparate :

- direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (3) ;

31 - www.travail-partage.org/

32 - www.civam.org/

33 - www.infofemmes.com

34 - Les pôles ESS sont des acteurs de proximité qui rassemblent les acteurs de l'ESS autour d'enjeux de promotion de l'ESS et de soutien à l'émergence de projets. Source : www.ess-bretagne.org/sengager/les-poles-ess/quest-ce-que-cest-

35 - La Nef est une coopérative financière qui finance (épargne et crédits) uniquement des projets écologiques et d'économie sociale et solidaire au sens large : www.lanef.com.

- CAF, soit dans le cadre du dispositif PS Jeunes³⁶ soit dans celui de la prestation de service Animation locale (3) ;
- financements spécifiques départementaux ou régionaux (3) ;
- Fonds social européen (FSE)³⁷ (1) ;
- Fonpeps³⁸ (1) ;
- Erasmus+³⁹, programme européen pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport (1) ;
- Fonjep⁴⁰(1) ;
- Fonds pour le développement de la vie associative (FDVA)⁴¹ pour l'organisation de formations de type « échanges de savoir » à destination des bénévoles (1) ;
- Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF)⁴² pour financer du compagnonnage d'auteur·rice·s (1).

5. UN ÉCOSYSTÈME DE L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES ADULTES COMPLEXE, VARIABLE ET DIFFICILE À FORMALISER

Les informations analysées dans cette partie relèvent soit de tendances très générales soit d'un « inventaire à la Prévert » des solutions mobilisées par les acteur·rice·s. Les parties prenantes, dispositifs et financements relatifs à l'accompagnement des jeunes adultes et de leurs initiatives constituent un écosystème complexe et largement variable d'un territoire rural à l'autre. Mieux qualifier cet écosystème et améliorer les articulations entre politiques publiques, contextes socio-économiques, projets, missions et économie des structures de différents champs (culturel, social, médico-social, formation...) d'un côté et besoins réels des jeunes adultes de l'autre nécessiterait une observation plus fine. Il s'agit sans doute d'une piste d'approfondissement possible des travaux menés dans le cadre de cette enquête, et plus globalement du projet « AJITeR par la culture ! ».

36 - Afin de soutenir les jeunes âgé·e·s de 12 à 25 ans dans leurs parcours d'accès à l'autonomie, la branche Famille de la CAF a créé au 1^{er} janvier 2020 la Prestation de service " Jeunes " » : www.caf.fr/partenaires/caf-des-ardennes/partenaires-locaux/appels-a-projets/ps-jeunes

37 - www.fse.gouv.fr/

38 - www.culture.gouv.fr/Aides-demarches/Dispositifs-specifiques/Fonds-national-pour-l-emploi-perenne-dans-le-spectacle-FONPEPS

39 - <https://info.erasmusplus.fr/>

40 - www.fonjep.org/

41 - www.associations.gouv.fr/le-fdva.html

42 - www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Langue-francaise-et-langues-de-France

IV.

IMPLICATION
CITOYENNE
DES JEUNES ADULTES
ET DROITS CULTURELS

1. DES STRUCTURES PARTICULIÈREMENT SENSIBLES À L'IMPLICATION CITOYENNE DES JEUNES ADULTES

70 % des répondant·e·s déclarent porter une attention particulière à l'implication citoyenne des jeunes adultes. Pour plus d'un tiers d'entre eux·elles, cela se traduit en premier lieu par les possibilités offertes par leur structure afin que les jeunes adultes soient représenté·e·s et puissent **s'impliquer dans la vie associative, et donc citoyenne, de leur territoire**. Pour une dizaine de structures, il s'agit même d'une dimension fondamentale et fondatrice de leur projet. 3 répondant·e·s ont pu témoigner de l'**émergence de démarches politiques au niveau local, initiées par des bénévoles impliqué·e·s dans leur projet associatif**, dont des jeunes adultes.

Une dizaine de réponse mettent en avant différents types d'actions qui interrogent le rapport des jeunes adultes aux enjeux de société actuels. 3 répondant·e·s déclarent aménager des **espaces d'expression libre** (y compris dans l'espace public) sur les enjeux sociétaux à destination des jeunes adultes. 3 autres déclarent porter une attention particulière à la **programmation de spectacles engagés**, qui amènent à réfléchir sur des problématiques sociétales et les manières de se mobiliser individuellement et collectivement autour de celles-ci. 2 répondant·e·s passent par l'**organisation de conférences donnant la parole à des personnes portant un regard citoyen sur le monde** : philosophes, acti-vistes, collectifs militants... Une grande place semble donc accordée à l'**expression citoyenne au sein des projets** des structures culturelles interrogées dans le cadre de l'enquête.

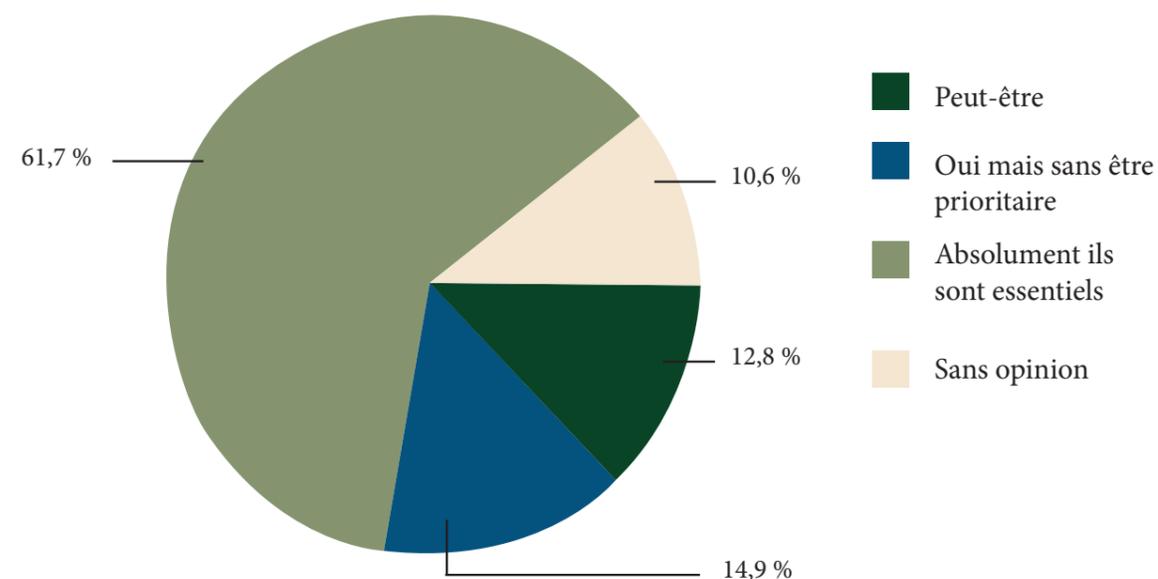
Si les expressions et ressentis à propos de cette notion d'implication citoyenne sont très varié·e·s, elle n'en reste pas moins au cœur des préoccupations des acteur·rice·s culturel·le·s et artistiques des territoires ruraux.

2. LES DROITS CULTURELS⁴³, UN LEVIER POUR FAVORISER L'IMPLICATION DES JEUNES ADULTES SUR LEUR TERRITOIRE ?

Les droits culturels au cœur de la réflexion des structures

83 % des répondant·e·s déclarent porter une réflexion sur les droits culturels (10,5 % n'en portent pas et 6,5 % n'en ont jamais entendu parler). Il·elle·s sont 62 % à considérer que les droits culturels constituent un levier essentiel pour favoriser l'implication des jeunes adultes sur leur territoire.

À VOTRE AVIS, LES DROITS CULTURELS CONSTITUENT-ILS UN LEVIER POUR FAVORISER L'IMPLICATION DES JEUNES ADULTES (18-35 ANS) SUR LEUR TERRITOIRE ?



Les droits culturels semblent donc constituer un axe de réflexion fortement ancré chez les répondant·e·s à l'enquête AJTeR.

43 - Pour des ressources concernant les droits culturels, voir le site internet www.culturesolidarites.org/.

PRINCIPAUX ASPECTS DES DROITS CULTURELS DONT LA VALORISATION PERMETTRAIT L'IMPLICATION DES JEUNES ADULTES (18-35 ANS) SUR LEUR TERRITOIRE

La liberté d'expression, en particulier artistique	56 %
L'implication dans la vie artistique et culturelle	56 %
La relation à autrui	54 %
Les formes de coopération sur un territoire	54 %
La pratique artistique des personnes	46 %
L'engagement dans la vie démocratique	44 %
La lutte contre les discriminations	40 %
L'égalité entre les femmes et les hommes	27 %

Les droits culturels, une notion inscrite en filigrane dans les projets des structures

Les réponses libres font apparaître une appropriation très variable de la notion de droits culturels. Pour près de la moitié des répondant·e·s, elle est en effet plutôt induite, inscrite « en filigrane », de manière informelle voire non conscientisée dans les projets des structures. La plupart font état de l'absence, voire se méfie de l'existence d'une grille de lecture réellement formalisée. Quatre structures se revendiquent tout de même explicitement des droits culturels et de leur référentiel dans leur projet associatif, leur rapport d'activité ou un manifeste, la notion sous-tendant l'ensemble de leurs activités. Six structures sont plutôt à un stade de réflexion et souhaitent faire figurer formellement les droits culturels dans leur projet.

Des postures affirmées relevant des principes des droits culturels

Les témoignages confirment des pratiques très majoritairement ancrées dans les principes des droits culturels, qu'elles soient formalisées ou non. De nombreuses réponses mettent en avant la dimension « pour tou·te·s » des actions, qui ne s'appuient sur aucun système de valeur ou de jugement, quelle que soit la nature des personnes impliquées : citoyen·ne·s, bénévoles, technicien·ne·s, artistes, partenaires, élu·e·s ou personnalités politiques. Cette dimension s'exprime également à travers l'éclectisme des propositions portées par les acteur·rice·s et leur soutien aux démarches alternatives.

La mixité et les luttes contre toutes formes de discrimination sont plébiscitées, tout comme les logiques horizontales et participatives. Bienveillance et qualité de la relation à autrui sont envisagées comme un élément-clé des pratiques et des actions proposées. Une attention est largement portée aux problématiques d'accessibilité (accessibilité financière, liée à un handicap ou encore liée à des restrictions alimentaires).

Les droits culturels, une notion mal assimilée par les acteur·rice·s culturel·le·s et politiques comme par les citoyen·ne·s

Un peu plus d'un tiers des répondant·e·s reviennent sur les difficultés d'appropriation, à plusieurs niveaux, de cette notion de droits culturels. Certain·e·s pointent les difficultés des élu·e·s locaux·les et représentant·e·s des collectivités à intégrer la teneur et les enjeux de cette notion et leur manque de formation sur le sujet. D'autres constatent que ce référentiel des droits culturels n'est majoritairement pas intégré par les bénévoles, notamment au sein de la gouvernance. Certaines réponses expriment le regret que la notion soit également mal assimilée par la population, que les citoyen·ne·s méconnaissent leurs droits fondamentaux, notamment culturels. Enfin, deux acteur·rice·s rappellent que les artistes eux·elles-mêmes n'appréhendent pas bien cette notion.

Si les structures expriment une sensibilité forte aux enjeux liés à la question des droits culturels, cette dernière demeure encore assez peu travaillée concrètement, qu'il s'agisse, au-delà des intentions, de son appropriation politique ou d'une mise en œuvre formalisée et mesurable au travers d'actions.



V.

**IMPACTS DE LA CRISE
SANITAIRE DE LA
COVID-19 SUR L'ACCUEIL
ET L'ACCOMPAGNEMENT
DES JEUNES ADULTES**

Le questionnaire de l'enquête a été finalisé entre mars et avril 2020, et donc après le déclenchement de la crise sanitaire de la Covid-19. Le comité de pilotage a jugé nécessaire de **prendre en compte ce contexte singulier** et particulièrement bouleversant pour les acteur·rice·s du secteur des arts et de la culture. Aussi, 4 questions relatives à ce dernier ont été intégrées en fin de questionnaire.

1. LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19 : DES FREINS SUPPLÉMENTAIRES POUR LA PRISE EN COMPTE ET LA MISE EN PLACE D' ACTIONS EN DIRECTION DES JEUNES ADULTES

77 % des répondant·e·s considèrent que la crise sanitaire de la Covid-19 a entravé plus encore la prise en compte et la mise en œuvre d'actions en direction des jeunes adultes sur leur territoire. La moitié font état de freins évidents et très concrets : **annulation d'actions, de spectacles et d'activités, impossibilité d'accueillir du « public » et des artistes...** Une dizaine relèvent également que l'impossibilité de rencontres physiques, qui sont au cœur des pratiques et valeurs défendues par leur structure, a constitué un frein particulièrement inquiétant : **déconnexion avec les personnes** et avec les bénévoles (en particulier la frange des 18-35 ans), crainte qu'il·elle·s « ne reviennent pas » après la crise, perte de lien social...

Une dizaine d'acteur·rice·s déplorent le **flou, encore très présent au moment de la rédaction de cette note de synthèse, concernant les possibilités de maintien et/ou de relance des activités** au regard des précautions sanitaires et le **manque de prise de responsabilité et de soutien des collectivités** à l'égard d'un secteur déjà précaire.

2. UNE CRISE SANITAIRE QUI AMÈNE À FAIRE ÉVOLUER SON REGARD SUR LES PROJETS ARTISTIQUES ET CULTURELS EN MILIEU RURAL ?

Faire évoluer les pratiques

Seul·e·s la moitié des répondant·e·s déclarent que la crise sanitaire de la Covid-19 a fait évoluer leur regard sur les actions qu'il·elle·s pourraient mener en direction des jeunes adultes. Un tiers estiment néanmoins que la situation les incite à prendre du recul et à réfléchir à ce qui devrait **changer dans leurs pratiques, leur rapport au territoire et à leur environnement**. Il·elle·s prennent encore plus la mesure de l'importance de la **convivialité et du « faire ensemble »**, des dynamiques de coopération, de la nécessité de **décloisonner et de travailler en transversalité**, de resserrer les liens avec les **adhérent·e·s, les habitant·e·s...**

Une dizaine de répondant·e·s déclarent quant à eux·elles vouloir **axer davantage leur projet sur les jeunes adultes**, la situation étant particulièrement difficile pour cette frange de la population, structurellement plus exposée à la précarité : accès à l'emploi et projection dans l'avenir plus compliqué·e·s, salaires plus modestes, chômage plus répandu...

Des structures confortées dans leurs orientations

La moitié des acteur·rice·s déclarent donc que la crise ne les amène pas à faire évoluer leur regard. En effet, parmi la vingtaine de réponses libres, la moitié expriment le **sentiment qu'ont les répondant·e·s d'être dans la bonne voie**. Cette part non négligeable des structures semble plutôt **confortée dans les orientations de leurs projets, leurs choix et leurs postures**, notamment la **défense des logiques de proximité, du lien social, des circuits courts...** Nombreux·ses sont les acteur·rice·s à **présenter leurs structures et leurs projets comme un terreau fertile pour s'inspirer, expérimenter, valoriser de nouvelles pratiques**.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Les résultats de cette enquête et leur analyse nous offrent des **pistes de lecture** supplémentaires et complémentaires des différents travaux menés dans le cadre du projet « AJITeR par la culture ! ». Ils permettent de dégager un certain nombre de constats et de préconisations.

Les structures répondantes à l'enquête AJITeR se caractérisent par un fort **ancrage local** et une importante **action globale de proximité**, dans un périmètre majoritairement intercommunal. Elles se caractérisent également par une forte **hybridation de leurs domaines d'activité** (spectacle vivant, arts visuels, audiovisuel, socioculturel...) au sein desquels elles exercent **de multiples fonctions** : diffusion, création, production, éducation artistique et médiation culturelle. Cette dernière est la plus représentée, rappelant l'attention particulière portée par les acteur·rice·s au travail d'éducation et de sensibilisation à l'art et la culture ainsi qu'à la participation des personnes à la vie culturelle. Enfin, ces structures sont également **de natures très diverses** (lieux de fabrique et de création artistiques, de diffusion mono ou pluridisciplinaires, festivals, compagnies et collectifs, associations organisatrices d'événements sans lieu fixe...), ce qui renforce le **caractère largement transversal des projets portés**. Majoritairement dotées d'un équipement, les structures interrogées dans cette enquête accordent une place importante au soutien à la création artistique et aux activités de pratiques artistiques et culturelles, tout en présentant un intérêt marqué pour la question des jeunes adultes et l'accompagnement de leurs parcours.

Elles défendent pour cela un travail fondé sur des **logiques d'ouverture**, non seulement disciplinaire, mais également à d'autres secteurs que celui des arts et de la culture : ludique, social, insertion, prévention, agriculture et alimentation, environnement et développement durable, écoconstruction, artisanat et commerce de proximité, santé, sport, éducation... Cette logique d'ouverture est le plus souvent empreinte d'une **posture militante et engagée**, sensible à de nombreux enjeux de société actuels tels que les modes de vie et de consommation alternatifs, écologique, de circuits courts ou encore la lutte contre les discriminations (homophobie, racisme) et l'égalité femmes-hommes... **Penser leur projet de manière décloisonnée, hybrider les initiatives en s'appuyant sur des dynamiques de coopérations élargies**, voilà sans doute l'un des marqueurs forts qui ressort de cette enquête. Qu'il s'agisse de l'articulation de leurs différentes activités : les démarches de création, de diffusion ou d'actions culturelles, en direction des pratiques en amateur ou non, composent un tout cohérent et interdépendant ; de leurs approches disciplinaires : diversité, croisements esthétiques, interdisciplinarité sont au cœur des projets défendus ; ou encore de leur ouverture et des partenariats noués avec d'autres secteurs d'activité au travers de leur action territoriale. Ces dynamiques de convergence, à l'échelle de bassins de vie, engendrent des **processus de projets culturels de territoire, ouverts et protéiformes**.

Convivialité et lien social sont au cœur des discours des acteur·rice·s. La plupart pensent et portent leurs actions au plus près des habitant·e·s quel·le·s qu'il·elle·s soient – spectateur·rice·s, usager·e·s, bénévoles, artistes, autres acteur·rice·s du et hors champ culturel, élu·e·s et technicien·ne·s de collectivités territoriales – avec le souci permanent **de favoriser l'interconnaissance et la création de liens interpersonnels et intergénérationnels**.

Soutenir et organiser les conditions du développement de cette **approche décloisonnée et responsable, participative et horizontale, conviviale et génératrice de lien social**, constituent un levier général essentiel pour favoriser l'accompagnement des parcours de jeunes adultes en territoire rural. Le contexte de crise sanitaire actuel vient généralement renforcer les acteur·rice·s dans leurs convictions à cet égard.

Pour organiser ces processus, les remontées de l'enquête font notamment émerger deux **modes d'action**, complémentaires et parfois mis en œuvre conjointement au sein des projets :

- **L'itinérance de proximité** qui permet aux acteur·rice·s de faire circuler ou « infuser » une pratique artistique et culturelle sur leur territoire local (en général à une échelle intercommunale) à travers des spectacles, des festivals, des ateliers, des rencontres, l'accueil d'artistes et des créations *in situ*, impliquant habitant·e·s et structures partenaires et s'adaptant à la réalité et au contexte d'une commune à l'autre.
- **L'animation de lieux intermédiaires et indépendants, autogérés, tiers-lieux... Multiples, protéiformes et changeants**, ils n'ont pas un modèle prédéfini. Lieux de coopération et d'accompagnement des initiatives, mais aussi et avant tout espaces de convivialité, de partage, de lien social, d'engagement, de « faire ensemble », ces espaces-temps semblent occuper une **place privilégiée dans les territoires ruraux**. Ils émergent parfois directement de projets artistiques et culturels, parfois d'autres formes d'initiatives, le plus souvent collectives (réhabilitation de lieux agricoles, de bâtiments publics, cafés associatifs...). Ils se définissent et se transforment au gré du contexte dans lequel ils évoluent, de **l'expression des besoins et envies des citoyen·ne·s** qu'ils mobilisent, des bassins de vie dans lesquels ils s'inscrivent...

Ces deux modes d'action constituent sans aucun doute des **éléments-clés dans l'accompagnement des initiatives et l'implication des jeunes adultes sur leur territoire**. Aussi convient-il non seulement de favoriser leur émergence, leur déploiement, mais également d'assurer **les moyens de leur pérennisation** et de les inscrire dans le temps long.

Concernant plus spécifiquement les **parcours artistiques et culturels** (de spectateur·rice·s, de pratiques en amateur...) des jeunes adultes, les répondant·e·s soulignent majoritairement des freins d'ordre sociologique qu'il semble possible de lever en garantissant **des pratiques diversifiées**, en renforçant les logiques participatives, en coconstruisant les propositions avec eux·elles et **en s'appuyant sur leurs appétences et compétences propres**. Penser l'articulation entre propositions à destination du jeune public et pratiques culturelles et artis-tiques des jeunes parents semble également constituer une piste intéressante.

Ces approches se fondent sur les **principes véhiculés par l'éducation populaire et les droits culturels**. Cependant, bien que plébiscités par les acteur·rice·s culturel·le·s et largement inscrits en filigrane des projets et des pratiques, ces derniers ne semblent pas toujours bien intégrés et assimilés par les acteur·rice·s culturel·le·s comme par les citoyen·ne·s et les acteur·rice·s politiques.

Ces principes se retrouvent également au cœur des leviers favorisant les 3 autres parcours-cadres identifiés dans les travaux menés au sein du projet « AJITeR par la culture ! » : les **parcours d'engagements** (associatifs, bénévoles, démocratiques, citoyens...), **d'entreprendre** (accompagnement des jeunes adultes dans le montage de projets et d'initiatives) et **professionnels** (formation, consolidation des compétences, accès à l'emploi...). Concernant **l'engagement associatif et bénévole** des jeunes adultes, les acteur·rice·s préconisent le **renforcement de leur autonomie et des liens inter-personnels** à travers l'aménagement d'espaces d'échanges et de liberté, le **respect des singularités** et expressions de chacun·e et l'organisation de **modes de gouvernance ouverts, transparents, participatifs, horizontaux** et adaptés aux compétences de chacun·e.

Concernant les leviers favorisant les **parcours d'entreprendre et professionnels** (notamment artistiques) des jeunes adultes, l'accent est mis sur l'accompagnement de leur montée en compétences, à travers notamment la promotion de **modes relationnels de type parrainage ou compagnonnage** par des professionnel·le·s plus expérimenté·e·s. Mieux penser et développer l'accompagnement des **parcours du bénévolat vers l'emploi** constitue également une piste que souhaitent explorer les acteur·rice·s culturel·le·s. Cela passe notamment par un **renforcement des aides à l'emploi**, si tant est qu'elles soient mieux adaptées aux réalités des structures et mieux articulées aux autres expériences non salariales telles que les stages et services civiques. Enfin, un recours accru à **l'alternance**, peu utilisée dans le champ artistique et culturel, semble constituer une dernière piste prometteuse.

Mieux accompagner la montée en compétences des jeunes adultes et leur insertion professionnelle par l'emploi ou en tant que porteur·se·s d'initiatives

passé également par un **meilleur accès à l'information et à la formation** sur leur territoire. Or, l'accompagnement des parcours professionnels et d'initiatives des jeunes adultes repose sur un **système d'acteur·rice·s et de structures** associatif·ve·s et de l'ESS (publiques et parapubliques) et de financements extrêmement **complexe et largement variable** d'un territoire à l'autre. Il semble donc intéressant d'approfondir cet axe de réflexion afin de **mieux qualifier cet écosystème**.

Nous l'avons vu tout au long de cette note de synthèse, **les collectivités territoriales peuvent et doivent quant à elles jouer un rôle central** dans l'activation de ces différents leviers. À travers leur implication financière, bien sûr, mais également en cherchant à acquérir une **compréhension fine des attentes et besoins des jeunes adultes comme de la nature et de l'intérêt des actions proposées par les acteur·rice·s culturel·le·s** et leurs différent·e·s partenaires. Les structures sont en attente de **soutiens adaptatifs, pérennes et structurants**, et notamment d'aides à l'emploi mieux adaptées à leurs réalités professionnelles et aux objectifs de pérennisation de l'emploi. Il·elle·s souhaitent pouvoir se projeter sur le long terme, sortir d'une relation de « prestataire de service » basée sur des appels à projet, pour **installer une relation de confiance** qui permette de soutenir des projets protéiformes, les coopérations territoriales et d'instaurer une **réelle dynamique de coconstruction des politiques publiques et de projets culturels de territoire pensés comme des processus évolutifs** plutôt que comme des procédures figées.

Enfin, les résultats de l'enquête nous rappellent que l'objectif général de la démarche AJITeR, « faciliter l'accueil des jeunes adultes et de leurs initiatives en territoires ruraux » implique également la **valorisation même de ces territoires** comme espaces offrant un cadre de vie propice au « **vivre autrement** », à ces « nouveaux modes de faire » prisés par de nombreux·ses citoyen·ne·s des jeunes générations. Cette valorisation ne peut cependant être dissociée d'un accès préservé voire amélioré **aux services de proximité** et d'une réflexion autour de **nouvelles mobilités en milieu rural**, enjeu général qui reste au cœur des préoccupations exprimées.

L'analyse des résultats de cette enquête nourrit les constats établis à l'issue des différents travaux menés dans le cadre de l'année 2 du projet « AJITeR par la culture ! » : ateliers participatifs, séminaire et études de cas. L'ensemble nous amène à formuler un certain nombre de **propositions concrètes**, autant de pistes parmi d'autres possibles, pour faire **levier à l'accompagnement par la culture des jeunes adultes** et de leurs initiatives en territoire rural. Elles seront exposées dans un « Livret d'accompagnement » reprenant de manière synthétique l'ensemble de ces éléments⁴⁴.

44 - Accéder au livret d'accompagnement : www.ajiterculture.org/articles--actus/publication-livret-annee-2.

ANNEXES

Rapports statistiques et ressources internes complémentaires

« Accompagner par la culture les jeunes adultes et leurs initiatives en territoires ruraux » - Enquête auprès des structures artistiques et culturelles - Rapport global de l'enquête
www.ajiterculture.org/articles--actus/publication-lenquete

« L'accompagnement des parcours des jeunes adultes par les structures artistiques et culturelles des territoires ruraux » - Récits d'initiatives & leviers
www.ajiterculture.org/articles--actus/publication-etude-de-cas

Livret de connaissances et d'analyses « Initiatives artistiques et culturelles en terri-toires ruraux et jeunes adultes : quelles dynamiques ? »
www.ajiterculture.org/articles--actus/publication-livret-de-connaissances

Enquête « AJITeR par la culture ! » - Rapport statistique brut
www.ajiterculture.org/uploads/8/9/2/7/89274214/ufisc_je_2020_enquete_ajiter_rapport_brut.pdf

Enquête « AJITeR par la culture ! » - Grille du questionnaire
www.ajiterculture.org/uploads/8/9/2/7/89274214/enqu%C3%AAte_%C2%AB_ajiter_par_la_culture_%C2%BB_%E2%80%93_grille_du_questionnaire.pdf

Références bibliographiques

Claire Bernot-Caboche, *Les jeunes « invisibles » : ni en éducation, ni en formation, ni en emploi et ni en accompagnement en France et en Europe*, Institut de recherches économiques et sociales, mars 2018.
www.ires.fr/etudes-recherches-ouvrages/etudes-des-organisations-syndicales/item/5664-les-jeunes-invisibles-ni-en-education-ni-en-formation-ni-en-emploi-et-ni-en-accompagne-ment-en-france-et-en-europe

« Culture Communs Solidarités » – *Pour une démarche de progrès par les droits culturels*
www.culturesolidarites.org

Opale - *Enquête nationale sur les associations culturelles employeuses*
www.enquete.opale.asso.fr

Opale - *Fiche repère sur les lieux intermédiaires et indépendants*
www.opale.asso.fr/IMGpdf/2019_opale_crdla_fiche_reperes_lieuintermediaire_web.pdf

Opale - *Fiche repère sur les tiers-lieux à dimension culturelle*
www.opale.asso.fr/IMGpdf/2020_opale_crdla_culture_fichereperes_tierslieuculturel.pdf

Réseau rural français - *Vers de nouvelles mobilités en territoire rural*
www.reseaurural.fr/region/normandie/vers-de-nouvelles-mobilites-en-milieurural

Syndicat National des Arts Vivants (SYNAVI) - *L'alternance et l'apprentissage en 2020*
www.synavi.org/accompagnement-ressources/notes-juridiques/331-l-alternance-et-l-apprentissage-en-2020.html?fbclid=IwAR06XpwQ1_fipJW-wGfg2S_7QbOFI9D7WT1iDgNkraR78yRZLuXdepgbkF4

Projets artistiques et culturels en milieu rural - site ressource de la démarche initiée par la FÉDÉLIMA
www.ruralite.fedelima.org



Ce travail a été mené par Grégoire Pateau en 2020.

Nous remercions vivement l'ensemble du comité de pilotage AJITeR par la culture qui a participé aux réflexions et à la rédaction de l'enquête.

Nous remercions chaleureusement l'ensemble des structures et des personnes qui ont répondu à l'enquête.

Cette entreprise et ce rapport n'auraient pas pu se faire sans la précieuse aide technique de l'équipe d'Icoop et d'Opale. Cette enquête a été réalisée grâce à l'outil Gimic.

Nous exprimons notre soutien aux acteur·rice·s artistiques et culturel·le·s mis·es à mal par la crise sanitaire actuelle*.

Comité technique

Hyacinthe Chataigné, Patricia Coler, Sébastien Cornu, Laure Hubert-Rodier, Priscilla Martin et Réjane Sourisseau.



Il est à noter que l'UFISC a initié une démarche concernant l'application de l'écriture inclusive. Elle reste cependant perfectible, et nous vous remercions par avance de le prendre en considération à la lecture de ce rapport.

Graphiste : Tina Tictone - www.tinatictone.com

Correctrice : Colombe Camus

* - Informations et ressources sur la mobilisation et coopération Art et Culture contre le Covid-19 lancée par l'UFISC et ses partenaires : <http://ufisc.org/item/357-infos-covid-19.html>



WWW.UFISC.ORG
 WWW.AJITER.FR
 WWW.AJITERCULTURE.ORG

